

MAUREPAS Au lycée des Sept mares, on fait le deuil de l'EPS

Une soixantaine de personnes se sont réunies mardi 5 juin devant le lycée des Sept mares pour protester contre la suppression de l'EPS comme enseignement de spécialité.



Professeurs d'EPS (comme ici Christine Lefevre), parents, élèves ou anciens élèves se sont succédés au micro lors de cette « veillée funèbre ».

Le lycée des Sept mares risque de perdre l'une de ses marques de fabrique : la spécialité EPS. La réforme du lycée prévoit, à la rentrée 2019, la suppression de l'EPS comme enseignement de spécialité. Soit la disparition de cinq heures par semaine en seconde, et quatre en première et en terminale, en plus des deux heures hebdomadaires obligatoires (elles maintenues). Seule subsisterait l'option facultative, à raison de trois heures par semaine en seconde, première et terminale.

Dans l'établissement maurepasien, l'un des seuls à proposer les deux types d'options, cette réforme passe mal. Alors, professeurs d'EPS, parents, élèves et anciens élèves se sont réunis pour exprimer leur tristesse et leur colère. Mardi 5 juin,

devant le lycée, le rassemblement, en présence d'une soixantaine de personnes, a pris la forme d'une veillée funèbre, comme pour faire le deuil de l'EPS comme enseignement de spécialité.

« Dans cette réforme, toutes les disciplines existent en enseignement de spécialité, sauf l'EPS, peste Marc Legein, l'un des cinq professeurs d'EPS du lycée, et syndiqué au Snep-FSU. On veut pouvoir faire vivre cette option, qui est quand même différente, car beaucoup plus lourde et marquée par l'identité du lycée et par les élèves, qui en gardent une expérience extraordinaire. »

Illustration avec Tessnime, en terminale ES au sein de l'établissement. « C'est grâce à ça que l'année prochaine,

je me dirige en Staps, affirme-t-elle. Ces enseignements m'ont fait découvrir la théorie, tout le domaine du sport. C'était très enrichissant, on a pu créer des nouveaux liens. » Comme elle, de nombreux lycéens ont suivi l'option. Certains venant même d'autres secteurs spécialement pour elle, ce qui fait craindre une baisse des effectifs.

Un poste de prof d'EPS supprimé ?

« Un quart de notre effectif total suit une option sportive, souligne Christine Lefevre, autre professeur d'EPS du lycée, qui n'a pu retenir ses larmes lors de son discours. Après avoir détaillé les apports de l'option de spécialité « à chacun de nos élèves », elle a également évoqué « toutes les conséquences que [la réforme] aura pour notre établissement : perte d'un prof d'EPS, baisse de l'effectif hors secteur donc baisse des moyens, et perte d'une part de notre identité ».

Si l'émotion était présente lors de ce rassemblement, la volonté de ne rien lâcher aussi. « Dès la rentrée prochaine, il y a des choses à faire, affirme Mathieu Bolzinger, ex-élève du lycée devenu lui aussi professeur d'EPS. Si vous ne le faites pas, on ne pourra pas arrêter cette suppression d'options puisque c'est la volonté du gouvernement, qui est censé être là pour quatre ans. Et en quatre ans, on en fait des choses. ». « On va continuer à se battre », assure Marc Legein. « J'espère que vous serez entendus par les politiques et, que sans mauvais jeu de mots, ils revoient leur copie », déclare quant à elle la mère d'un lycéen suivant l'option.